

CSE Central du 23 avril - Situation économique et financière

Les bénéficiaires doivent profiter aux salarié·es !

Le résultat net pour l'année 2025 s'élève à 554 Millions d'euros (en hausse de 382 M€ !). Cet excellent résultat va surtout profiter aux actionnaires, qui récupèrent 60% du montant soit plus de 330 Millions.

Au vu de ce pactole, la CGT demande des mesures salariales pour les agent·es, qui sont à l'origine de la création des richesses.

Une raison supplémentaire pour redonner du pouvoir d'achat est le retour de l'inflation, dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient.

Non seulement l'intervention militaire engagée par Trump et Netanyahu est meurtrière pour les populations, mais les pétroliers en profitent pour faire flamber les prix des carburants, qui se répercutent sur tous les produits.

Au mois de mars, Total a engrangé 1 Milliard de dollars en achetant des cargaisons à 70\$ le baril, revendues 170\$ quelques semaines plus tard. Et c'était que le début : un rapport de Greenpeace dénonce le surprofit fait par les raffineurs sur le dos des consommateurs, de 12 Millions d'€ par jour pour le seul marché français car « l'augmentation des prix à la pompe est largement supérieure à celle des prix sous-jacents du pétrole brut ».

Le gouvernement a revu sa prévision d'inflation à 1,9% pour 2026, en misant sur un déblocage rapide du détroit d'Ormuz... Mais dès la fin mars, la banque de France a envisagé des scénarios plus défavorables allant jusqu'à 3,3% d'inflation.

Ce n'est pas aux salarié·es de payer la note. RTE est financé par le TURPE révisé de la hausse des prix, il n'y donc aucune raison de faire payer l'inflation aux agent·es.

⚠ Sauf que le bilan comptable montre que la direction transfère une partie du budget dédié à la masse salariale vers le résultat financier et les actionnaires !

Déjà en 2024, 26 Millions prévus pour les « charges de personnel » (TURPE 6) ont fini dans le résultat financier et à nouveau en 2025, 20 Millions (TURPE 7) n'ont pas été dépensés et ont gonflé le bénéfice. Ce détournement d'argent vers la finance doit cesser.

Au regard des marges financières et de l'inflation galopante, la CGT revendique l'attribution d'1 NR pour tous. Ce n'est qu'un juste retour des choses !

Le 24 avril 2026